

Jacqueline de Groote

Jacqueline de Groote (1931-2018) hérite du féminisme et de l'europhisme de ses parents. Très instruite, quadrilingue, elle bénéficie également du réseau politique et associatif étoffé de son père, qui a participé à l'instauration des institutions européennes (CECA, MEI, CEE) et de celui de son mari (FMI, banque mondiale, OCDE). Surtout, comme le statut de diplomate de celui-ci lui interdit d'exercer un métier rémunéré, elle devient une militante féministe et fédéraliste européenne infatigable.

Ses rencontres avec Éliane Vogel-Polsky et, surtout, avec le couple Spinelli en 1975 marque un tournant dans son engagement. Elle contribue à partir de là à l'organisation et à l'action de très nombreux réseaux transnationaux de haut vol : groupe « Femmes pour l'Europe », Commission féminine internationale du Mouvement Européen, Comité d'Action pour la Fédération européenne, Union des Fédéralistes européens, Lobby Européen des Femmes ou encore Forum permanent de la société civile européenne. Très peu connue du grand public, elle reste pour ses collègues militantes une femme de compromis essentielle, fervente défenseuse d'une Europe sociale et égalitaire.

Autrice: Claire Lafon

Date: Septembre 2025

Jacqueline Wigny est née le 6 mai 1931 à Perwez, en Belgique francophone. Elle est l'aînée de trois enfants et est élevée avec ses deux frères dans un milieu familial élitiste qui inspire beaucoup son parcours.

Réseau politique, européenisme et féminisme en héritage

Jacqueline Wigny est issue d'une lignée de personnalités politiques. Son grand-père et son arrière-grand-père maternels étaient tous deux députés. Son grand-père paternel était avocat à la Cour d'appel de Liège et conseiller provincial. Et son père, Pierre Wigny, docteur en droit, avocat, député et plusieurs fois ministre, joue un rôle important dans la création des institutions européennes. Il est membre de l'assemblée commune de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) puis de l'assemblée unique des trois communautés européennes (1952-1958), président du groupe des démocrates-chrétiens de la CECA en 1958, vice-président du Mouvement européen et acteur de la fusion des conseils exécutifs des trois communautés européennes dans les années 1960. Grâce aux postes occupés par son père, Jacqueline Wigny voyage beaucoup et rencontre très tôt Paul-Henri Spaak qui est considéré comme l'un des « pères fondateurs » de l'UE¹.

Si son père lui transmet son idéal européen, c'est de sa mère qu'elle tient son féminisme. Juliette Borboux, dite Lily Wigny, docteure en philosophie et lettres de l'Université de Liège, est en effet présidente du Conseil National des Femmes de Belgique (1953-1959), fondatrice et présidente

¹ Avocat et homme politique socialiste belge plusieurs fois ministre, Paul-Henri Spaak participe en 1944 à la formation de l'union douanière du Benelux qui inspirera l'intégration européenne et milite en faveur de la CECA et de la CED dès la fin de la guerre. Il est aussi président du comité chargé de préparer un rapport sur la création du marché commun européen (1955), et il signe le traité de Rome au nom de la Belgique (1957).



du Centre féminin d'éducation permanente (1956-1976), et actrice majeure dans l'acquisition du droit des femmes belges à ouvrir un compte en banque à leur seul nom (1965).

« *Trailing spouse* » : mariage, voyages et premiers engagements féministes au GRIF, à SOS viol et au CFEP

Après des humanités gréco-latines, Jacqueline Wigny est licenciée en sciences économiques de l'Université Catholique de Louvain avec grande distinction (1948-1953), puis travaille à 23 ans (1954) au comité de rédaction du quotidien « La Nation belge ». En 1955, elle épouse Jacques De Groote, qu'elle accompagne dans tous les déménagements qu'implique sa carrière internationale : d'abord Cambridge où il a obtenu un poste d'assistant professeur en économie à l'Université, puis Namur en 1956 où il a obtenu un poste de professeur, puis Washington en 1960 où il est engagé comme assistant du directeur exécutif de la Belgique au Fonds Monétaire International (FMI) et à la Banque mondiale.

À partir de là, le statut de diplomate de son mari lui interdit d'exercer un métier rémunéré. Elle trouve alors, dans la reprise d'études et carrière militante féministe, à la fois un substitut à la carrière professionnelle qu'elle ne peut avoir et un moyen de s'intégrer aux sociétés dans lesquelles elle arrive. En cela, Jacqueline de Groote représente bien « l'équivalent moderne des trailing spouse » étudiées par Morwenna Jones et Enid Gordon (1990). Ainsi, à Washington, elle établit de nombreux contacts avec des associations féministes américaines. Puis à Paris, où ils déménagent en 1965 car son mari est embauché comme conseiller financier de la délégation belge auprès de l'OCDE, elle obtient un autre diplôme universitaire. Enfin, de retour en Belgique en 1973, alors que son mari est devenu directeur effectif du FMI et gouverneur de la banque mondiale, Jacqueline De Groote devient omniprésente sur la scène féministe belge, européenne et internationale.

Elle participe en 1973 à la création des Cahiers du GRIF (Groupe de Recherche et d'informations féministes à Bruxelles) avec Françoise Collin. Entre 1974 et 1985, elle y rédige dix publications et dirige la rédaction de deux numéros, notamment un qu'elle co-dirige en 1974 avec Éliane Vogel-Polsky, juriste féministe belge défenseuse de l'égalité salariale entre Hommes et Femmes en Europe. Le GRIF a une importance capitale dans sa trajectoire puisque Jacqueline de Groote dira elle-même : « c'est au GRIF que je suis véritablement devenue féministe » (De Groote, 1978, p.58). C'est d'ailleurs avec des membres du GRIF qu'elle crée l'association SOS Viol en 1977, avec laquelle elle mène des actions de lobbying pour obtenir la nouvelle loi sur le viol et crée un programme de formation sur le viol pour la police et la gendarmerie. Elle y est élue membre du Conseil d'Administration puis présidente de 1994 à 2001. Enfin, elle devient dès 1974 animatrice du Centre Féminin d'Éducation Permanente (CFEP), où sa mère est présidente. Elle y crée un service de réinsertion professionnelle pour les femmes au foyer souhaitant rentrer sur le marché de l'emploi, et prend la présidence de l'association à la suite de sa mère en 1977 (mandat qu'elle occupera deux fois, 12 ans au total : de 1976 à 1983 et de 1987 à 1994).



Rencontre avec Ursula Hirschmann et tournant fédéraliste : « Femmes pour l'Europe », MEI, CAFE et UEF

En janvier 1975, Jacqueline De Groote fait une rencontre qui marque durablement son européisme : celle des fédéralistes européens Altiero Spinelli et Ursula Hirschmann Spinelli², avec lesquels elle se lie d'une profonde amitié. Elle collabore avec eux à la création du groupe d'initiatives fédéraliste « Femmes pour l'Europe », qui réunit des féministes, juristes, syndicalistes et avocates et qui voit officiellement le jour à Bruxelles le 24 avril 1975 sur l'idée d'Ursula Hirschmann Spinelli. Celle-ci souhaite ainsi utiliser l'énergie qu'elle a perçue dans le mouvement féministe des années 1970 pour donner un nouvel élan au fédéralisme européen. Pour ce groupe, Jacqueline De Groote coorganise un colloque sur les femmes dans la CEE destiné à « rallier des féministes jusqu'alors sceptiques à l'égard d'une Europe trop abstraite et lointaine » (Coenen 2006, p.44). L'objectif du colloque est de « montrer aux féministes qu'une Europe démocratique forte est nécessaire pour protéger les groupes les plus faibles et discriminés, donc les femmes » (Boccanfuso 2021). Toujours avec « Femmes pour l'Europe », Jacqueline De Groote prend en charge un programme d'information des femmes sur les questions européennes, en organisant des conférences et en publiant des articles sur la place des femmes en Europe. Puis, neuf mois après la création du groupe, sa présidente est victime d'un anévrisme et c'est Jacqueline De Groote qui reprend le flambeau jusqu'à ce que le collectif s'essouffle en 1979.

Ce groupe bruxellois « Femmes pour l'Europe » de 1975 est lié aux féministes fédéralistes de la Commission féminine internationale du Mouvement Européen (CFIME) créé dans les années 1950 et dont Jacqueline De Groote sera élue secrétaire générale puis présidente en 1993 (et jusque dans les années 2000). En effet, à partir de 1992, Jacqueline De Groote participe à la relance du Mouvement Européen-Belgique (ME-B), dont elle est membre du CA (jusqu'en 1999) et pour lequel elle est déléguée au Comité exécutif fédéral du Mouvement Européen-International. Elle sera même vice-présidente du ME-I de 2002 à 2005.

Au niveau européen, elle participe aussi à plusieurs autres réseaux importants. Elle anime les discussions du Comité d'Action pour la Fédération européenne (CAFE) avec d'autres fédéralistes européens qui souhaitent des débats plus participatifs sur l'Europe. Elle est aussi membre du CA de la branche belge de l'Union des Fédéralistes européens (UEF), où elle préside la Commission Jointe Jeunes Fédéralistes Européens ; puis membre du Comité fédéral de l'UEF-International où elle préside la Commission d'études et de réflexions. Enfin, elle est membre de la Concertation des organisations pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Lobby européen des femmes

Simultanément, dans les années 1980 et 1990, elle s'engage pour d'autres associations féministes nationales proches des institutions et y gère souvent leur plaidoyer politique et leur dimension européenne. Par exemple, en 1988-1989, elle est représentante de la Coordination contre les Violences faites aux femmes (COVIF) au Conseil de l'Émancipation : un organe institué en 1986 au sein du ministère de la santé publique et de la famille belge et chargé d'émettre des avis, de faire des

² Ursula Hirschmann, épouse de Colorni puis de Spinelli, est une militante antifasciste partisane du fédéralisme européen, qui – confinée sur l'île avec Colorni, Spinelli et Rossi – a participé aux discussions menant à la rédaction du Manifeste de Ventotene puis l'a fait circuler clandestinement pendant la guerre. Elle participe à organiser la première réunion du Mouvement fédéraliste européen à Milan en 1943 et prend les rênes de l'organisation de la « Conférence pour la fédération européenne » à Paris en 1945.



recherches ou de proposer des mesures légales sur toutes les matières liées à l'émancipation sociale des femmes. Par ailleurs, dès 1980, Jacqueline De Groote est aussi membre du Comité de Liaison des Femmes (CLF) et administratrice du Conseil des Femmes Francophones de Belgique (CFFB) de 1987 à 1993, où elle préside notamment sa Commission de travail « Europe ».

Trois des associations belges où elle est impliquée (CLF, CFFB et « Femmes pour l'Europe ») sont invitées et présentes aux premiers colloques préparatoires au Lobby Européen des Femmes (LEF). Puis, les fonctionnaires européennes Odile Quintin et Fausta Deshormes font appel à Jacqueline de Groote en 1988 pour préparer l'assemblée générale constituante de ce lobby. Elle accepte et devient alors coordinatrice des travaux préparatoires du LEF de 1988 à 1991 : elle est chargée du travail de fond, long et laborieux, pour mettre en œuvre cette structure d'influence. Elle recense donc les associations intéressées, tente de les mettre d'accord sur la forme de la structure et ses méthodes de travail, et rédige un projet de statuts pour l'association. Ces statuts, elle les soumet à un groupe de 40 femmes représentatives de la vie associative féminine en Europe (provenant de différents pays de la communauté et des différents secteurs d'activité), qui se réunit trois fois pour les amender. Grâce à ce travail, en septembre 1990, le LEF voit donc officiellement le jour. Une féministe grecque ayant participé à ce processus dit d'elle : « Jacqueline De Groote était excellente pour rassembler, pour œuvrer en faveur du consensus. Elle était toujours prompte à trouver un compromis », (LAFON 2024).

Après ce travail de coordination des débuts, Jacqueline De Groote garde officieusement un poste comparable à celui de secrétaire générale du LEF avant de céder le flambeau à Barbara Helfferich en juin 1992. Mais elle garde contact avec le LEF. En effet, en 1994 – en même temps qu'elle devient rapporteuse du groupe de travail de l'Institut international des Sciences administratives (IISA) sur les politiques publiques en faveur des femmes – Jacqueline De Groote devient membre du CA du LEF : elle y représente la Commission féminine du Mouvement Européen International. À ce poste, Jacqueline De Groote participe notamment à la création de Forum permanent de la société civile européenne, institué en 1995 sous l'égide du MEI, et où elle s'implique spécifiquement pour les femmes. Elle est également auditionnée au Sénat belge en 1997 sur l'évaluation du traité européen d'Amsterdam en matière d'égalité hommes-femmes. Finalement, elle est élue vice-présidente du LEF de 1998 à 2000. Lors de ce mandat, elle devient rapporteuse du caucus de l'ONU sur les mécanismes institutionnels pour la promotion de la femme (Genève, 17-18 janvier 2000) puis est auditionnée par le Parlement Européen sur l'examen de l'implantation de la plateforme d'action de Beijing+5 (Bruxelles, 28 mars 2000). Et même lorsqu'elle n'a plus le statut pour y voter, Jacqueline de Groote continue de suivre les travaux de ce Lobby européen des femmes pour lequel elle a tant donné, se rendant aux assemblées générales annuelles de 2003 et 2007 en tant qu'observatrice.

Jacqueline de Groote décède le 30 octobre 2018 à Uccle. Un hommage féministe lui est rendu en novembre, lors duquel la présidente du CFFB (coordination belge francophone du LEF) lit un discours qui la présente comme une militante féministe hyperactive, que ce soit au niveau national, européen ou internationale. Elle a en effet contribué à l'organisation et à l'action de très nombreux réseaux transnationaux de haut vol, grâce à son multilinguisme (elle est quadrilingue puisqu'elle parle français, anglais, italien et néerlandais) et à ses nombreux contacts, notamment avec des pères et mères de l'Europe sociale.



Table 1. L'engagement pour les causes européenne et féministe de Jacqueline de Groote en quelques dates clés

Dates	
1973	Cofondatrice des Cahiers du GRIF (Groupe de Recherche et d'informations féministes à Bruxelles) avec Françoise Collin, où elle codirige une publication avec Éliane Vogel-Polsky , juriste spécialiste de l'égalité salariale en Europe.
1975	Cofondatrice avec Ursula Hirschmann Spinelli du groupe d'initiatives fédéralistes « Femmes pour l'Europe » qui veut « utiliser l'énergie perçue dans le mouvement féministe des années 1970 pour donner un nouvel élan au fédéralisme européen ».
1976-1979	Présidente du groupe « Femmes pour l'Europe », où elle gère notamment un programme d'information des femmes sur les questions européennes.
1987-1993	Membre du Conseil d'Administration du Conseil des Femmes Francophones de Belgique (CFFB) où elle préside la Commission de travail « Europe ».
1988-1991	Coordinatrice des travaux préparatoires du Lobby Européen des femmes .
1992-1999	Relance le Mouvement Européen-Belgique (ME-B).
1993-2000	Secrétaire générale puis présidente de la Commission féminine du Mouvement Européen International (CFIME).
1994-2001	Administratrice puis présidente de SOS viols .
1995	Participe à la fondation du Forum permanent de la société civile européenne .
2002-2005	Vice-présidente du Mouvement Européen-International .
2003-2007	Représentante de la CFIME aux AG du Lobby Européen des Femmes.

Pour en apprendre davantage

Coenen M-T et le Comité de lecture du Centre Féminin d'Éducation Permanente (dir.), *1956-2006 : 50 ans d'action au service de la cause des femmes*, Bruxelles, Bruxelles, Université des Femmes, collection « Agirs féministes », 2006, pp.43-45.

De Groote J., « La liberté d'être femme », *Les Cahiers du GRIF*, n°23-24, 1978, pp.56-60.

Fonds Jacqueline De Groote (AVG-CARHIF/GRO-53), Centre d'archives pour l'histoire des femmes et du mouvement féminin (CARHIF), octobre 2003, consulté le 13 septembre 2018.

Gubin E., Jacques C., Piette V. et Puissant J. (dir.), *Dictionnaire des femmes belges. XIXe et XXe siècles*, Bruxelles, éditions Racine, 2006, pp. 68-69.

Jacques C., « Le féminisme en Belgique de la fin du 19e siècle aux années 1970 », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2012-2013, n°7, 2009, pp. 46-47.

Jones M. et Gordon E., *Portable Roots: Voices of Expatriate Wives*, série Europe plurielle/Multiple Europes, P.I.E-Peter Lang S.A., Éditions Scientifiques Internationales, 1990.

Lafon, C. (2024), *Histoire et sociologie politiques des origines du Lobby Européen des Femmes. Quand des femmes et leurs organisations s'orientent vers l'Europe (1919-1993)*, Thèse de doctorat en histoire et en sciences politiques et sociales, Sorbonne Nouvelle et UCLouvain Saint Louis-Bruxelles.



Lausberg S., 1905-2020. *115 ans du Conseil des femmes*, brochure du CFFB, janvier 2020, pp. 54-55.

Romano S., Interview de Silvana Boccanfuso, autrice de l'ouvrage *Ursula Hirschmann, una donna per l'Europa*, Fédéchoses (presse fédéraliste européenne), n°188, mars 2021.

Weisbein J., « Rassembler la « société civile européenne » : la contribution des mouvements fédéralistes. L'expérience du Forum permanent de la société civile », communication dans le Congrès « Société civile organisée » et gouvernance européenne. Formation, recrutement et pratiques des représentants d'intérêts dans l'Union européenne, Strasbourg, France, juin 2004, mis en ligne sur le site des archives ouvertes en Sciences de l'Homme et de la société (HAL), URL : <<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00186441>>.

